

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 19 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024.

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LA BAUDRIÈRE

La Baudrière
La Flocellière
85700 SÈVREMONT

**Nos Références : 24-1579 CA
Code AIOT : 0058503916**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 juillet 2024 dans l'établissement EARL LA BAUDRIÈRE, implanté La Baudrière - La Flocellière à SÈVREMONT (85700). L'inspection a été annoncée le 26/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LA BAUDRIÈRE
- « La baudrière » - La Flocellière - 85700 Sèvremont
- Code AIOT : 0058503916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation avicole autorisée historiquement par l'arrêté n°09-338 du 08/06/2009 pour 112000 animaux équivalents (rubrique icpe 3111-1) et 6,5 t de stockage gaz (rubrique icpe 1412-2b en régime DC).

Arrêté préfectoral complémentaire n°11-268 du 11/04/2011 toujours pour 112000 animaux équivalents en 5 bâtiments, 6,5 t de stockage gaz et 3,7 t/j de compost (rubrique ICPE 2780-1b en régime D).

Michel Caillaud et Mathieu Fromaget sont co-gérants de l'EARL la Baudrière depuis le 01/01/2023 et gèrent également l'EARL le Petit Sevreau en production bovine (non classée ICPE) et cultures. Le site a fait l'objet d'un contrôle partiel, orienté sur la grille « stockages ». Un dossier sur l'évolution de l'activité de compostage est en cours d'instruction (projet d'agrandissement avec passage à 7,9 t/j de matières traitées et l'apport de digestat solide de l'unité de méthanisation de Biopommeria).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	6 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 2.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
12	prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 3,9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 5.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Conforme
6	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Conforme
7	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Conforme
8	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Conforme
9	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Une modification sur la station de compostage, annexe de l'élevage de volailles, portant de 7,9 t/j à 19,9 t/j la quantité d'intrants à composter dont une partie en digestat solide en provenance de l'unité de méthanisation de Biopommeria à Sèvremont est en cours. Elle a fait l'objet d'un dossier avec une demande de compléments (courrier préfectoral en date du 09/09/2021) restée sans réponse à ce jour.
- Les 2 fosses à lisier sont sécurisées mais restent à signaler par un panneau de danger.
- Les numéros d'urgence et les consignes en cas de sinistre sont affichés dans le bâtiment 2 mais pas dans les 3 autres bâtiments.
- Du fumier et du digestat solide en provenance de Biopommeria sont stockés dans le hangar existant prévu pour du matériel et du fourrage de l'EARL le petit seureau (non classé ICPE) situé à moins de 200 m du tiers le plus proche (au vu du plan fourni dans le dossier déposé en préfecture en 2020/2021).
- Les seuils agronomiques de la norme NFU 44-051 sont respectés sur l'échantillon présenté (de juillet 2023). La fréquence de 3 analyses par an reste à justifier.
Absence d'analyse sur les éléments traces métalliques (ETM), sur les composés traces métalliques (CTO) et sur les critères microbiologiques. La fréquence n'est donc pas non plus respectée (1 ou 2 analyses par an).
- Sur l'unité de compostage, le dispositif ne garantit pas un réseau séparant l'écoulement des eaux pluviales propres des eaux des aires de compostage et de stockage des effluents susceptibles d'être polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : L'EARL la baudrière a déposé par télédéclaration du 16/09/2020, puis par dossier de porter à connaissance du 08/12/2020, une modification sur la station de compostage, annexe de l'élevage de volailles, portant de 7,9 t/j à 19,9 t/j les intrants à composter dont une partie en digestat solide en provenance de l'unité de méthanisation de Biopommeria à Sèvremont. Le dossier prévoit un agrandissement de la station à l'opposé du tiers le plus proche, afin que cette unité reste à plus de 200 m de ce tiers. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments par la préfecture en date du 09/09/2021. Ce courrier est resté sans réponse. Une copie de ce courrier du 09/09/2021 a été remise à l'exploitant par l'inspecteur le 08/07/2024. Le jour du contrôle, il a été constaté le stockage effectif de digestat solide de Biopommeria.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Sur les 5 bâtiments volailles, v1, v2, v3 et v4 sont occupés par des canards de chair : <ul style="list-style-type: none">• v1 : 9996 mâles et 2550 femelles, soit 12546 animaux entrés le 26/06/2024• v2 : 9996 mâles et 2550 femelles, soit 12546 animaux entrés le 27/06/2024 et 6324 mâles, 2040 femelles soit 8364 animaux entrés le 28/06/2024• v3 : 9996 mâles et 2550 femelles, soit 12546 animaux entrés le 19/06/2024• v4 : 7650 mâles et 2550 femelles, soit 10200 animaux entrés le 18/06/2024 Le bâtiment v5 est vide et accueillera une partie de v2 par desserrage après vaccination. L'effectif total à l'entrée le 28/06/2024 est de 56202 animaux. En tenant compte de la mortalité quotidienne, ces effectifs sont conformes le jour du contrôle et respectent les 56000 animaux (112000 animaux équivalents de l'autorisation ICPE du 11/04/2011). Les tonnages traités en station de compostage en 2023 sont d'environ 2500 t soit une moyenne de 6,8 t/j donc conforme au tonnage déclaré de 7,9 t/j dans le courrier préfectoral du 27/09/2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Site propre et nettoyé. Contrat de dératisation avec BIONE0 (dernier passage le 12/06/2024)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

Les 2 fosses de collecte des lisiers de l'élevage et des jus de la station de compostage sont en béton. L'une est couverte et fermée par un rideau amovible et l'autre est entourée d'un muret béton de 1,20 m. Elle est en chantier pour être couverte (devis présenté et base du mât central en place).

Ces 2 fosses restent à signaler par un panneau de danger.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **6 mois**

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;

<p>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etang au sud du site à 200 m pour la réserve incendie • 2 extincteurs par bâtiment (à poudre et dioxyde de carbone) contrôlés en avril 2024 • vannes de barrage gaz présentes dans chaque sas <p>Les numéros d'urgence et les consignes en cas de sinistre sont affichés dans le bâtiment 2. <u>Mais pas dans les 3 autres.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Stockage des biocides sur rétention dans les sas</p> <p>Fioul du groupe électrogène en cuve double coque dans un local dédié</p> <p>Pas de stock en produits phyto.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,- la température des andains est supérieure à 55° C pendant quinze jours ou à 50° C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : Les andains font l'objet d'une aération forcée et le maintien d'une température à 55° pendant 15 j est justifié par les relevés (cf relevé du lot de août 2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Dispositif de stockage des cadavres conforme (2 congélateurs) et enlèvements réguliers justifiés (consultation base SIGAL) avec bacs à l'entrée du site. Enlèvements des déchets (emballages, seringues, aiguilles) justifiés (par la société chène vert) Pas de stock de médicaments, gestion en flux tendu au moment de chaque intervention programmée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Pas d'anomalie constatée sur la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ». Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : Les déclarations d'émission d'ammoniac sont effectuées annuellement. Celle au titre de 2023 a été déposée sur le site GEREPE le 12/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 2.1.2
Thème(s) : Autre, distance d'éloignement
Prescription contrôlée : 200 m des tiers en installation non fermée
Constats : Du fumier extérieur et du digestat solide en provenance de Biopommeria sont stockés dans le hangar existant prévu pour du matériel et du fourrage de l'EARL le petit sevreau (non classé icpe) à moins de 200 m du tiers le plus proche (au vu du plan fourni dans le dossier déposé en préfecture en 2020/2021).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 3,9
Thème(s) : Autre, utilisation du compost
Prescription contrôlée : mise sur le marché de matières fertilisantes - norme NFU 44-051
Constats : La quantité de matières traitées est comprise entre 350 et 3500 t/an. Les seuils agronomiques de la norme NFU 44-051 sont respectés sur l'échantillon présenté (de juillet 2023). La fréquence de 3 analyses par an reste à justifier. Absence d'analyse sur les éléments traces métalliques (ETM), sur les composés traces métalliques (CTO) et sur les critères microbiologiques. La fréquence n'est donc pas non plus respectée (1 ou 2 analyses par an).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : prescriptions générales compostage en déclaration rubrique 2780

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I paragraphe 5.5
Thème(s) : Risques accidentels, réseau de collecte eaux pluviales/eaux résiduaires
Prescription contrôlée : réseau permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées
Constats : La station de compostage ouverte sur le nord du site dispose d'une aire bétonnée devant les bâtiments bordée par un petit caniveau qui rejoint le fossé descendant dans le site en limite de propriété nord-est, puis vers le village de la Baudrière. Le dispositif ne garantit pas un réseau séparant l'écoulement des eaux pluviales propres des eaux des aires de compostage et de stockages des effluents susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois